

**Débat d'orientations
budgétaires 2026**

-

**Conseil communautaire
du 19 février 2026**



Débat d'orientations budgétaires 2026

LE PROCESSUS D'ADOPTION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026

- Dépôt du projet de loi de finances le 14 octobre 2025
- Examen en séance plénière à l'Assemblée nationale depuis le 24 octobre 2025
- Rejet de la première partie le 21 novembre 2025
- Transfert au Sénat le 24 novembre 2025
- Discussion commencée au Sénat en première lecture depuis le 27 novembre
- Vote positif de la première partie le 4 décembre 2025
- Examen des crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » le 10 décembre 2025
- Vote sur l'ensemble positif le 15 décembre 2025
- Echec de la commission mixte paritaire (CMP) le 19 décembre 2025
- Deuxième lecture à l'Assemblée nationale prévue du 13 au 23 janvier 2026, sur la base du texte adopté par le Sénat
- Recours au 49.3 annoncé le lundi 19 janvier 2026
- Adoption du projet de loi de finances le 2 février 2026

Débat d'orientations budgétaires 2026

LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

Prévisions pour la France

CROISSANCE	2025 (prévision) : +0,7% 2026 (prévision) : +1,0%
INFLATION	2025 (prévision) : +1,1% 2026 (prévision) : +1,3 %
DÉFICIT PUBLIC	2025 (prévision) : 5,4% 2026 (prévision) : 4,7% Objectif : passer sous les 3% de déficit en 2029
DETTE PUBLIQUE	2025 (prévision) : 115,9% du PIB 2026 (prévision) : 117,9% du PIB

Débat d'orientations budgétaires 2026

Les finances locales en 2025

Un effet ciseaux en 2025 en section de fonctionnement pour le bloc communal

En 2025, les dépenses de fonctionnement des communes et des EPCI ont fait face à un effet ciseaux. En dépenses, progression des charges externes et des charges de personnel ; en recettes, progression moins marquée des recettes fiscales et ralentissement voire baisse des dotations et participations.

Pour les dépenses de personnel, les mesures décidées au niveau national ont un impact significatif sur les dépenses de fonctionnement des collectivités, telles que notamment l'évolution du point d'indice (+1,6 Md€ par an pour le bloc communal) et la cotisation CNRACL (+ 900 M€ par an et ce jusqu'en 2028 pour le bloc communal).

Les communes et les intercommunalités délivrent un service public de proximité nécessitant la présence d'agents publics et dont le développement est parfois souhaité par le Gouvernement (par exemple le développement du nombre de places de crèches). En outre, le déficit d'attractivité de la fonction publique en général et de la fonction publique territoriale en particulier, a pour conséquence de peser sur le montant du régime indemnitaire versé.

Globalement, les dépenses de personnel restent malgré tout maîtrisées, en augmentation moyenne de 0,8% par an.

Débat d'orientations budgétaires 2026

Les finances locales en 2025

Un investissement cumulé qui continue sa progression pour le bloc communal

Les dépenses d'investissement ont augmenté de 4,9% par rapport à 2024 pour le bloc communal. Les collectivités du bloc communal ont ainsi maintenu un effort d'investissement soutenu en 2025. Cette hausse est, toutefois, clairement portée par les intercommunalités.

%	Inflation	Investissement du bloc communal	Écart à l'inflation
2020	0,50 %	-13,49 %	-13,99 %
2021	1,60 %	5,10 %	3,50 %
2022	5,20 %	9,70 %	4,50 %
2023	4,90 %	8,90 %	4,00 %
2024	2 %	10,40 %	8,40 %
Cumul 2020 à 2024	14,20 %	20,61 %	6,41 %
Au 31 août 2025	1,20 %	4,90 %	3,70 %
Cumul 2020 à 2025	15,40 %	25,51 %	10,11 %

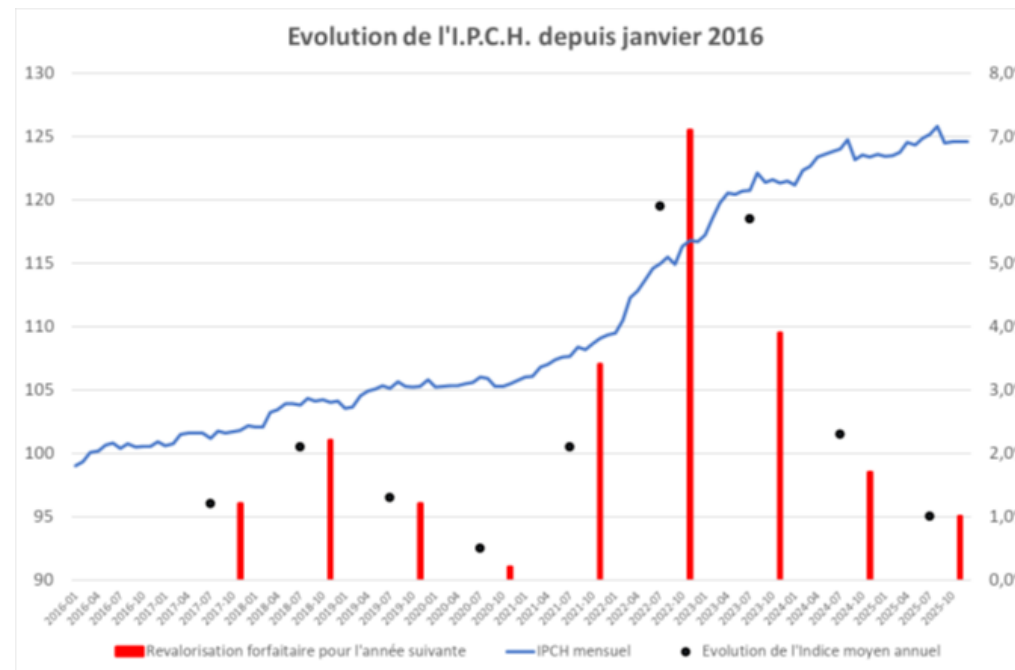
Débat d'orientations budgétaires 2026

LES PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA LOI DE FINANCES 2026

• EVOLUTION DE LA FISCALITE LOCALE

- Le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales est fixé à +0,8%.

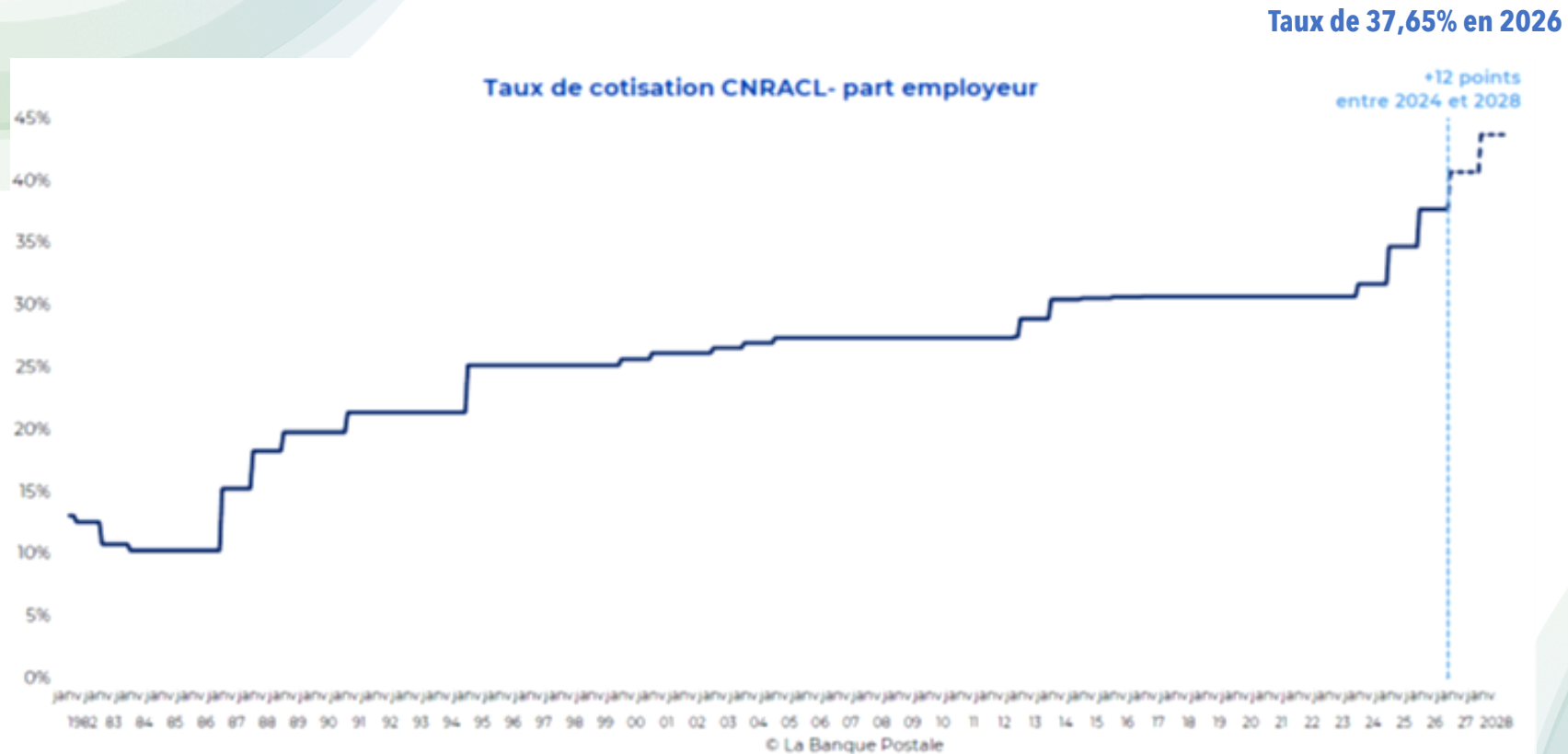
Rappel de la règle : Evolution positive de l'indice des prix à la consommation harmonisé de novembre n-2 à novembre n-1.



Débat d'orientations budgétaires 2026

LES PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA LOI DE FINANCES 2026

- EVOLUTION DU TAUX DE COTISATION CNRACL - Part employeur : +12 points entre 2024 et 2028



Débat d'orientations budgétaires 2026

LES PRINCIPAUX ELEMENTS DE LA LOI DE FINANCES 2026

L'effort réclamé aux collectivités sera d'environ 2 milliards d'euros en 2026 selon le gouvernement, avec une ponction de 740 millions d'euros au titre du Dilico (dont les communes sont toutefois exonérées). Si la DGF reste stable et n'est donc pas revalorisée sur l'inflation, le Fonds vert est, lui, une nouvelle fois raboté.

- Renouvellement du DILICO à hauteur de 740 millions d'euros ; les communes en sont exonérées.
- DGF ni baissée ni revalorisée
- Pas de fusion des DSIL, DETR et DPV
- Le fonds vert passe de 1,15 milliards d'euros à 840 millions d'euros
- Le budget prévu pour les aides à la rénovation énergétique MaPrimeRénov' sera de 3,6 milliards d'euros, identique à 2025.

Débat d'orientations budgétaires 2026

L'EXERCICE 2025

LES CHIFFRES ESSENTIELS DE L'EXERCICE 2025 DU BUDGET GENERAL

- **Des dépenses réelles de fonctionnement en baisse de 2,3% par rapport à 2024, à 9,4M€.**

- **Des recettes réelles de fonctionnement en hausse, à 10M€. A noter :**

- Le versement d'une partie de l'excédent du budget OM à ce budget général pour un montant de 350k€ ;
- Les recettes provenant de la sortie de réserve SAFER (montant préfinancé par la CCPO) pour 184k€.

- **Des dépenses réelles d'investissement, à 1,8M€, qui ont permis de poursuivre les actions inscrites au projet de territoire :** Mise en service de la MDPL, extension du pôle enfance à la MDPA, désignation de la maîtrise d'œuvre pour le futur Centre technique communautaire, travaux Gémapi, aménagements à la Minoterie (parking, bâtiment archives, aménagement paysager), acquisition de matériel et mobilier pour les structures communautaires et pour les communes, fonds de concours, aides à la création d'entreprises, aides à la première installation agricole, démarrage de Mobi'Services, ...

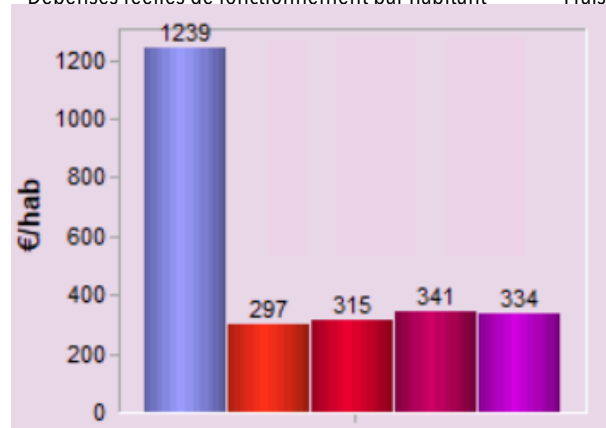
- **Des recettes réelles d'investissement, à 2,2M€, conformes aux prévisions budgétaires.**

- **Sans les reprises d'excédents reportés, l'exercice 2025 est clôturé avec un excédent en section de fonctionnement de 300k€ et en section d'investissement de 620k€.**

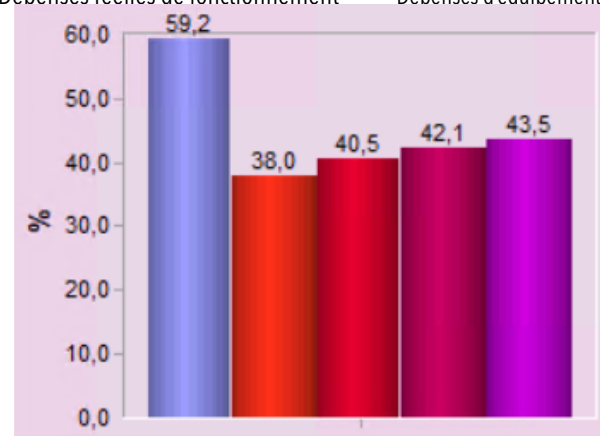
Débat d'orientations budgétaires 2026

LES PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS 2025

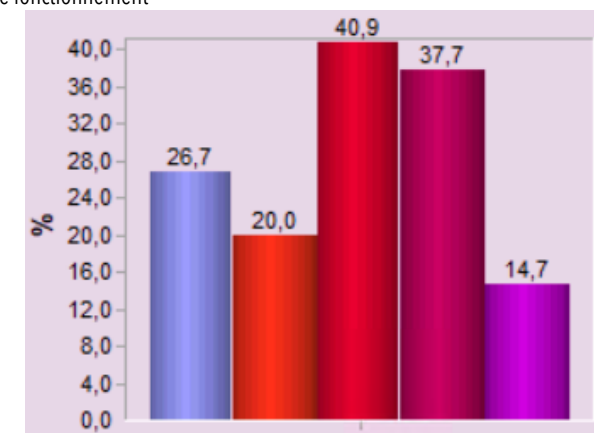
Dépenses réelles de fonctionnement par habitant



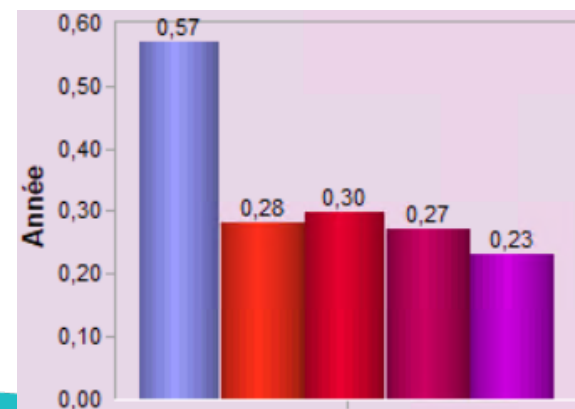
Frais de personnel/Dépenses réelles de fonctionnement



Dépenses d'équipement/Dépenses réelles de fonctionnement



Encours de la dette au 31/12/2025 / Recettes réelles de fonctionnement



Débat d'orientations budgétaires 2026

LES CHIFFRES ESSENTIELS 2025 DES BUDGETS ANNEXES

BUDGET OM

- **Des dépenses réelles de fonctionnement maîtrisées et inférieures aux prévisions budgétaires.** Les charges à caractère général sont en hausse de 10% par rapport à 2024, à 1,93M€. Essentiellement en lien avec le contrat de prestations de service avec le SEVADEC. Les charges de personnel sont quant à elles légèrement inférieures aux prévisions budgétaires.
- **Des recettes réelles de fonctionnement supérieures aux prévisions budgétaires** grâce à des recettes exceptionnelles provenant d'une régularisation des exercices 2023 et 2024 des versements CITEO.
- **En section d'investissement**, 175k€ de dépenses d'équipement : achat d'une BOM, achat de bacs de collecte et de colonnes à verre.
- **Reversement d'excédent de fonctionnement vers le budget général**, pour 350.000€.
- Sans la reprise du 001 et du 002, l'exercice 2025 du budget OM est clôturé avec un excédent d'investissement de 163k€ et un excédent de fonctionnement d'environ 280.000 €.

Débat d'orientations budgétaires 2026

LES CHIFFRES ESSENTIELS 2025 DES BUDGETS ANNEXES

LES ZONES D'ACTIVITÉ

- **La Zone d'Activités des Moulins d'Autingues** devra être clôturée en 2026. Lors de l'exercice 2025, l'avance de trésorerie de 443.865,10€ faite en 2017 pour ce budget annexe a été remboursée au budget général (chapitre 27).
- **ZA du Camp du Drap d'Or** : En dépenses, chapitre 65, dans le cadre du litige qui oppose la CCPO à un exploitant, règlement de frais d'actes et virement sur le compte CARPA des avocats des indemnités qu'il conviendrait de verser, pour environ 95.000€.

Débat d'orientations budgétaires 2026

LES RESULTATS DE CLÔTURE

Au 31 décembre 2025, les résultats de clôture

(RRF + RRI - DRF - DRI) sont les suivants :

Budget Général : 4.930.888 €

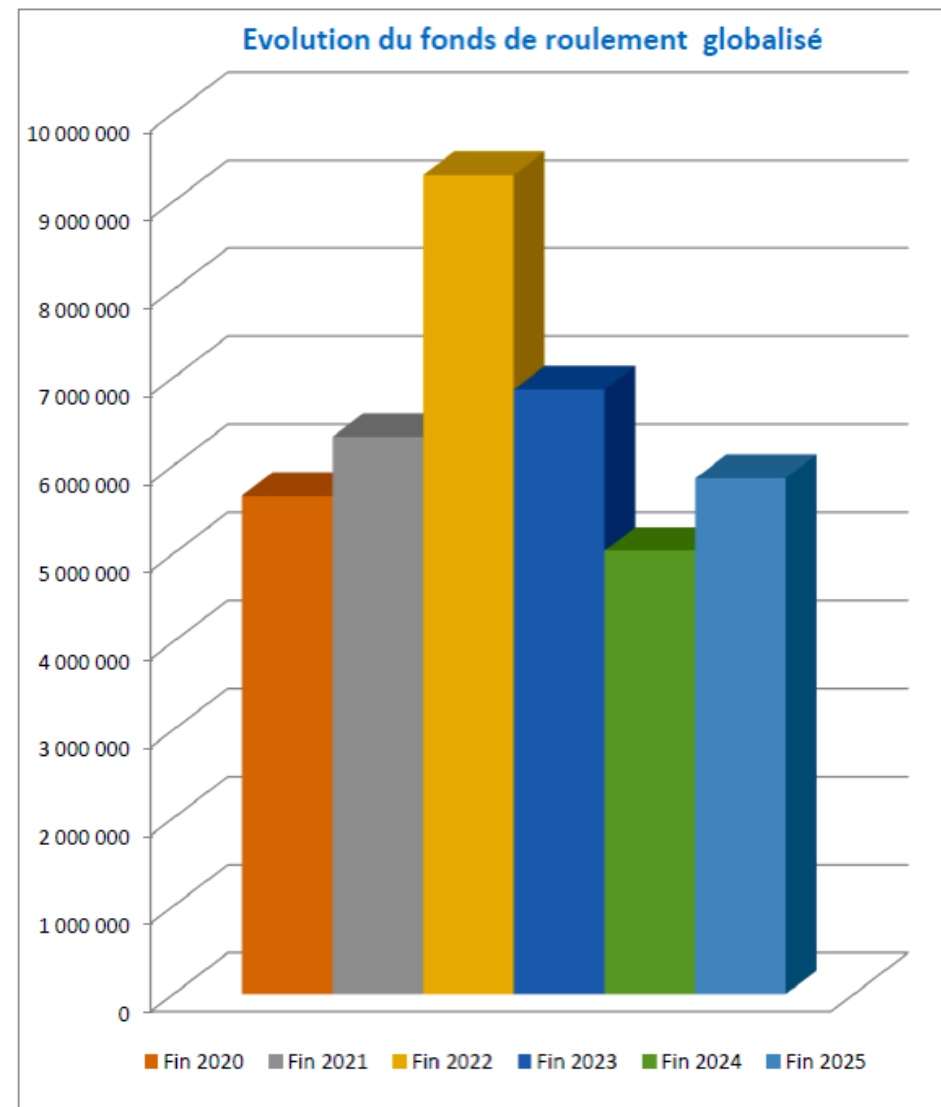
Budget OM : 969.109 €

ZAE Moulin à huile : 88.856 €

ZAE Autingues : 23.626 €

ZAE CDDO : -155.116 €

Total tous budgets : 5.857.363 €



Débat d'orientations budgétaires 2026

LE BUDGET 2026

La communauté de communes a affirmé ses ambitions pour renforcer l'attractivité, les solidarités et le dynamisme du territoire en conjuguant transition écologique et intérêts économiques à travers son projet de territoire « Terre d'enjeux 2022-2032 ».

Les enjeux sont les suivants :

- a. Protéger et valoriser les ressources du territoire
- b. Un pays d'Opale attractif et innovant
- c. Bien vivre ensemble
- d. Agir pour la transition écologique

L'année 2026 sera une année de transition avec le processus électoral municipal et intercommunal. Il conviendra de poursuivre les actions engagées et inscrites au projet de territoire 2022-2032, dans le cadre des compétences obligatoires et optionnelles de la CCPO.

Débat d'orientations budgétaires 2026

LES PERSPECTIVES FINANCIERES 2026 DU BUDGET GENERAL

Les dépenses de fonctionnement

Les politiques publiques et les orientations de la CCPO devront être mises en œuvre avec le souci constant d'une gestion maîtrisée.

A cet effet, la trajectoire d'évolution des dépenses courantes de fonctionnement du budget principal devra s'inscrire dans une évolution contenue en adéquation avec les enjeux de développement du territoire, en tenant compte notamment de l'augmentation du taux de cotisation employeur à la CNRACL de 3%, pour passer à 37,65% au 1er janvier 2026, au chapitre 012. Ainsi que d'une augmentation de 13k€ de la contribution annuelle à l'IIW au chapitre 65. La contribution annuelle à l'IIW sera ainsi de 429.907€ en 2026, en hausse de 3,1%.

Au chapitre 66, la charge financière s'élèvera à 35.650€.

Les recettes de fonctionnement

Le produit issu des différentes taxes évolue selon le contexte économique et local. Les principales hypothèses retenues pour estimer le produit fiscal de 2026 seront :

- Une revalorisation forfaitaire des bases d'imposition de +0,8%
- Une fraction de TVA nationale gelée et égale au montant versé en 2025

L'excédent de fonctionnement reporté devrait être de l'ordre de 1,9M€.

Débat d'orientations budgétaires 2026

LES PERSPECTIVES FINANCIERES 2026 DU BUDGET GENERAL

Les dépenses d'investissement

On peut raisonnablement penser qu'il s'agira des actions engagées et inscrites au projet de territoire 2022-2032 :

- Etude zone humide pour le futur CTC
- Poursuite du programme d'aménagements de lutte contre le ruissellement et l'érosion du sol
- Acquisition de foncier agricole
- Renouvellement de l'OPAH
- Dotation de matériel aux communes (chapiteaux, barnums)
- Fonds de concours
- Aides à la création d'entreprises
- Aides à l'installation agricole

Le remboursement du capital de la dette s'élèvera à 206K€.

Les recettes d'investissement

Pas de recettes liées au FCTVA, 2026 étant une année blanche. Le solde FCTVA 2025 sera d'environ 95k€.

L'excédent d'investissement reporté devrait être de l'ordre de 3M€.

Débat d'orientations budgétaires 2026

LES PERSPECTIVES FINANCIERES 2026 DES BUDGETS ANNEXES

Le budget OM

Extinction totale de la dette du budget OM en avril 2026.

En dépenses de fonctionnement, le budget devra tenir compte d'une augmentation du coût de traitement des déchets d'environ 200.000€, à 1,8M€.

En recettes de fonctionnement, la revalorisation forfaitaire des bases sera de 0,8%.

En section d'investissement, les dépenses devraient inclure la poursuite du renouvellement du parc de véhicules ou encore l'achat de bacs.

La section d'investissement devrait être proposée en suréquilibre de 500k€.

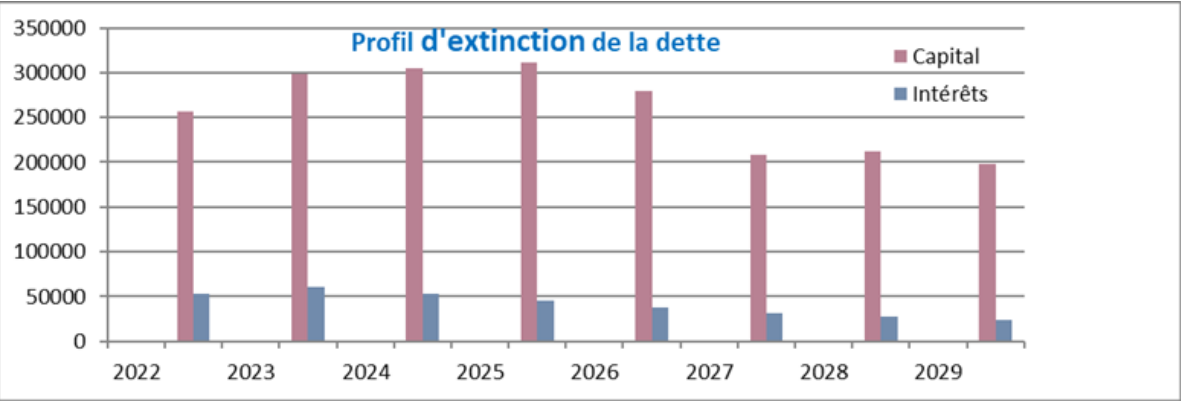
Les autres budgets annexes

- La ZAE des Moulins d'Autingues est achevée. Il conviendra de clôturer ce budget en 2026.
- Une procédure contentieuse toujours en cours pour une parcelle de la ZAE du Camp du Drap d'Or.
- Pour la ZAE du Moulin à Huile, la dernière vente a été validée fin 2025 et se concrétisera en 2026 avant clôture du budget.

Débat d'orientations budgétaires 2026

L'ETAT DE LA DETTE

Les emprunts en cours



L'annuité de la dette en 2026, tous budgets confondus, sera de 280.000 €.

Budget général :



Objet	Prêteur	Capital initial	Date encaissement	Durée	Capital restant dû	Taux fixe
PRET TRAVAUX MINOTERIE BOUTOILLE	CREDIT AGRICOLE	1 200 000.00	31/12/2016	20 ans	660 000€	1,61%
PPI – TLN, MDPL, CTC	CREDIT AGRICOLE	2 000 000.00	21/06/2022	15 ans	1 571 908 €	1,47%
TRANSFERT ECOLE DE MUSIQUE	CAISSE D'EPARGNE	260 861.88	01/01/2012	17,25 ans	66 765€	4,79%

Budget annexe OM :

Objet	Prêteur	Capital initial	Date encaissement	Durée	Capital restant dû	Taux fixe
BACS DE COLLECTE SELECTIVE	DEXIA	615 294.45	01/02/2011	15 ans	51 141 €	3,35%
BENNE DE COLLECTE ET NOUVEAUX CONTENANTS	CAISSE D'EPARGNE	250 000.00	15/04/2011	15 ans	22 039 €	4,32%

L'encours de la dette communautaire est faible et le capital restant dû est réparti comme suit au 1er janvier 2026 :

- CCPO budget général : 2,3M€
 - Service OM : 73k€,
- Soit un total de 2,37M€.

La dette au 01/01/2026 s'élève à 92€ par habitant; elle est en moyenne de 200€/hab pour les Communautés de Communes.